

Pays: Suède

Commission: Conseil des Ministres des Droits et des Libertés

Problématique: "Quelle place ont les médias pour assurer le respect des Droits de l'Homme ; et comment garantir leur indépendance ?"

La Suède, ou le royaume de Suède, est un pays scandinave. Sa capitale est Stockholm. Elle a une frontière avec la Norvège à l'Ouest et une autre avec la Finlande à l'Est. Il s'agit du cinquième pays le plus grand d'Europe. La Suède est une monarchie constitutionnelle, ce qui signifie qu'aujourd'hui le roi, Charles XVI Gustave, exerce des fonctions honorifiques en tant que chef d'État. Magdalena Andersson, membre du SAP (Parti social-démocrate suédois des travailleurs) devient Première ministre en 2021. Le gouvernement s'organise selon le principe de séparation des pouvoirs et d'une démocratie représentative à régime parlementaire monocaméral. La démocratie suédoise est considérée comme l'une des plus avancées du monde. En effet, la Suède est un pays très développé, parmi les plus égalitaires du monde grâce à son système efficace de redistribution des richesses. De plus, elle tient un indice de corruption parmi les plus faibles du globe. La sauvegarde de l'environnement et l'enjeu des énergies renouvelables sont généralement notre priorité, ainsi que celle d'une grande partie de la population.

En outre, le pays s'intéresse particulièrement au respect des droits de l'Homme. L'indépendance des médias est une de nos priorités en ce moment. Les journalistes ont le droit de s'exprimer librement et d'informer les citoyens sans contrainte. En garantissant cette indépendance, il est évident que le respect des droits à la liberté d'expression, de pensée ou la liberté de la presse sont assurés. En effet, la Suède a mené de nombreuses initiatives. Il s'agit du premier pays au monde à avoir adopté, en 1776, une loi sur la liberté de la presse. Et aujourd'hui, elle réussit à maintenir sa position exemplaire en matière d'indépendance des médias. Selon RSF, en 2021, la Suède figure troisième dans le classement mondial de la liberté de la presse. En Suède le *Swedish Press Council*, un organe régi par la presse écrite suédoise, est chargé d'assurer la diversité des informations diffusées par les médias. Quant aux médias du service public, selon l'institut SOM de l'université de Göteborg, la majorité des citoyens suédois ont déclaré avoir une grande confiance en eux : 74% pour la SVT et 72% pour la SR. Par rapport au financement des médias publics, la Suède a adopté en 2019 un nouveau système pour rendre le paiement du service public des médias obligatoire pour toutes les personnes ayant un revenu. En outre, la Suède est un pays qui fait preuve de pluralité médiatique. Par exemple, les chaînes de télévision les plus importantes dans notre pays figurent dans deux groupes médiatiques : un groupe provenant du service public (c) et un groupe (*TF4-Gruppen*) procédant d'une entreprise nommée *Bonnier*. La Suède réussit donc à maintenir un équilibre entre le secteur public et privé. De plus, il existe aussi des chaînes tenues par des groupes syndicaux ce qui met en avant notre diversité médiatique. En conclusion, notre pays peut se montrer comme un exemple à l'échelle internationale. Il s'agit d'un pays qui fait preuve d'un respect rigoureux des droits de l'Homme dans le domaine médiatique tout en montrant un grand respect pour l'indépendance des médias. Cependant, la Suède fait face à certaines limites, comme des attaques et de la haine en ligne. Il est donc nécessaire d'assurer l'indépendance des médias tout en garantissant parallèlement une sécurité pour ceux-ci.

En termes d'indépendance face au pouvoir politique, il est crucial de distinguer les médias du gouvernement. Les informations transmises par les médias peuvent être tout à fait interprétées à leur manière mais la diffusion de celles-ci doit être totalement impartiale. Éviter l'orientation politique est donc une façon de se libérer de l'emprise des partis politiques. Afin d'assurer une diversité des thèmes traités dans les différents types de médias, il serait convenable pour tous les pays européens d'installer une institution régulatrice qui ait pour objectif d'assurer le bon fonctionnement médiatique (comme le *Swedish Press Council*). Face à l'indépendance financière des médias publics, il serait favorable d'imposer aux citoyens des impôts sur le revenu comme le gouvernement suédois l'a fait. Ceci permet au service public d'avoir une part importante dans les médias de leur pays et évite leur effondrement financier. Avec l'émergence des réseaux sociaux, les fake news sont de plus en plus présentes. Afin de faire face à ces menaces, l'éducation peut être un outil durable et international. En établissant un programme européen d'éducation à l'information, les citoyens deviendraient plus

conscients des dangers médiatiques actuels et seraient plus habiles pour distinguer le niveau de fiabilité des sources.

L'idée consisterait à mettre en place une matière commune à tous les ministères de l'éducation européens dans l'année de seconde qui se baserait sur la connaissance numérique, les différents types de médias et une brève introduction au Droit. Quant au respect des droits de l'Homme concernant le monde médiatique, la Suède a promulgué certaines lois assurant la sécurité du journaliste ainsi que celle du lecteur, donc la sécurité pour tous. En effet, la liberté de la presse figure dans nos 4 libertés fondamentales. Nous conseillons également que tous les pays fassent de même afin de maintenir une cohérence européenne pour assurer un fonctionnement correct des médias.

En conclusion, en Europe, il apparaît indispensable de garantir l'indépendance des médias en assurant à la fois le respect des droits de l'Homme. Notre pays est fortement motivé pour débattre ainsi qu'apporter des solutions durables et des mesures qui améliorent la situation médiatique.